OFOVC COMMUNITY NEWSLETTER



Happy spring, OFOVC Community! We have been keeping busy over the winter months, participating in meetings/events across the country and standing up for victims' rights. This newsletter has been specially crafted to keep you apprised on all that good stuff and what is coming down the pipes.

Success Story: Federal Income Support for Parents of Murdered or Missing Children

As you may be aware, in 2017, the Office undertook a systemic review of the Federal Income Support for Parents of Murdered and Missing Children. The aim was to identify factors that prevented victims from accessing the grant and make recommendations on how to improve access.

In late 2018, Employment Social Development Canada (ESDC), the federal department that manages the funding, announced new and improved criteria for victims to access the grant. Three of the OFOVC's recommendations were implemented:

- Expanded age limit from under 18 to under 25.
- Extended the period in which recipients can receive the grant from 52 to 104 weeks following the incident.
- Allowed recipients to perform up to 50% of their regular work week and still receive the grant.

We are pleased to see these improvements as they will go further in providing victims the access to this grant that they so rightfully deserve. IN THIS ISSUE

SUCCESS STORY:
FEDERAL INCOME
SUPPORT FOR PARENTS
OF MURDERED OR
MISSING CHILDREN

THE COMMEMORATION FUND FOR INDIGENOUS WOMEN, GIRLS AND LGBTQ2S

LETTER FROM THE OMBUDSMAN TO MINISTER GOODALE

OPEN GOVERNMENT CAMPAIGN

EVENTS: LOOKING BACK & AHEAD





The Commemoration Fund for indigenous women, girls & LGBTQ2S



As a result of the recommendations made by the National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls, the federal government will be investing in a commemorative fund in honour of Canada's Missing and Murdered Indigenous Women and Girls as well as LGBTQ2S individuals. \$10 million will be offered to Indigenous organizations to organize events and activities in various communities across Canada to commemorate those that have been murdered or missing. The aim is for these events to raise public awareness and honour victims. *Click here* for more info on the fund.

Letter from the Ombudsman to Minister Goodale

The issue of victims' rights in the context of prison transfers is not new to our Office. Although there were recently highly publicized concerns, the OFOVC has consistently heard from victims that they would like advance notification of offender transfers in order for them to plan for their safety. In late January, the Ombudsman wrote a letter to Ralph Goodale, Minister of Public Safety, on the issue of prison transfers and outlined recommendations. **Read the letter.**

Open Government Campaign

In March, we launched a mini campaign on Twitter during Open Government Week. The aim of Open Government is for government to make information more available and accessible for its citizens. For victims, that means ensuring they are informed of their rights and are able to access the services and information they are entitled to so they can navigate the criminal justice system. We focused especially in raising awareness of the importance of victims registering with Correctional Service of Canada or the Parole Board of Canada to ensure that victims receive certain information about the offender who harmed them. Read the Ombudsman's statement on Open Government, here.

Events: looking back & ahead



The Ombudsman attended a lunch and learn event in Montreal hosted by Plaidoyer-Victimes. The Ombudsman presented on the role of OFOVC and spoke about the Canadian Bill of Rights in relation to our Office. The event was well attended by a variety of stakeholders from the criminal justice system at both the federal and provincial levels, as well as victim groups.

The National Federal Symposium for Victims and Survivors week will take place in Fredericton on the last week of May. We encourage you to **sign-up and join us!** The Ombudsman & staff will be present. See you there!

BULLETIN DE LA COMMUNAUTÉ BOFVAC



Joyeux printemps à tous les membres de la communauté du Bureau de l'ombudsman fédéral des victimes d'actes criminels (BOFVAC)! Nous avons été très occupés pendant l'hiver. En effet, nous avons participé à des réunions et à des événements partout au pays en plus de défendre les droits des victimes. Le présent bulletin a été conçu tout spécialement pour vous faire part des bonnes nouvelles et vous informer sur ce qui s'en vient.

Histoire de réussite : programme fédéral de soutien du revenu pour les parents d'enfants assassinés ou disparus

Comme vous le savez peut-être, en 2017, le Bureau a entrepris un examen systémique du programme fédéral de soutien du revenu pour les parents d'enfants assassinés ou disparus. L'examen visait à cerner les facteurs qui empêchaient les victimes d'avoir accès à la subvention ainsi qu'à formuler des recommandations sur la façon d'améliorer l'accès au programme. Vers la fin de 2018, Emploi et Développement social Canada, le ministère fédéral responsable du financement, a annoncé des critères nouveaux et améliorés touchant l'accès des victimes à la subvention. Trois des recommandations du BOFVAC ont été retenues :

- repousser l'âge limite de moins de 18 ans à moins de 25 ans;
- prolonger la période pendant laquelle les bénéficiaires peuvent recevoir la subvention de 52 à 104 semaines après l'incident;
- permettre aux bénéficiaires d'effectuer jusqu'à 50 % de leur semaine normale de travail tout en recevant la subvention.

Nous sommes heureux d'apprendre que ces améliorations ont été apportées au programme, car elles permettront aux victimes d'avoir accès à la subvention qu'elles méritent de plein droit.

CONTENU DU PRÉSENT BULLETIN:

HISTOIRE DE RÉUSSITE :
PROGRAMME FÉDÉRAL DE
SOUTIEN DU REVENU POUR
LES PARENTS D'ENFANTS
ASSASSINÉS OU DISPARUS

FONDS DE
COMMÉMORATION DES
FEMMES, DES FILLES ET DES
PERSONNES LGBTQ2
AUTOCHTONES

LETTRE DE L'OMBUDSMAN AU MINISTRE GOODALE

CAMPAGNE POUR UN GOUVERNEMENT OUVERT

ÉVÉNEMENTS : REGARD SUR LE PASSÉ ET L'AVENIR



Fonds de commémoration des femmes, des filles et des personnes LGBTQ2 autochtones



En réponse aux recommandations formulées dans le cadre de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, le gouvernement fédéral investira dans un Fonds de commémoration des femmes, des filles et des personnes LGBTQ2 autochtones disparues et assassinées au Canada. Une somme de 10 millions de dollars sera versée aux organisations autochtones afin qu'elles organisent des événements et des activités à la mémoire des personnes assassinées ou disparues dans diverses collectivités canadiennes. L'objectif de ces événements est de sensibiliser le public et d'honorer la mémoire des victimes. Cliquez ici pour en savoir plus sur le Fonds.

Lettre de l'ombudsman au ministre Goodale

La question des droits des victimes relativement aux transfèrements des délinquants n'a rien de nouveau pour notre Bureau. Si certaines préoccupations à cet égard ont été très médiatisées récemment, des victimes nous disent depuis longtemps qu'elles aimeraient être informées d'avance au sujet des transfèrements des délinquants afin qu'elles puissent faire des préparatifs pour assurer leur sécurité. Vers la fin de janvier, l'ombudsman a écrit une lettre à Ralph Goodale, le ministre de la Sécurité publique, pour lui parler des transfèrements des délinquants et formuler des recommandations connexes. Vous pouvez lire la lettre ici.

Campagne pour un gouvernement ouvert

En mars, nous avons lancé une petite campagne sur Twitter dans le cadre de la Semaine du gouvernement ouvert. Le gouvernement ouvert est un moyen de rendre l'information sur le gouvernement plus accessible aux Canadiens. Pour ce qui est des victimes, il s'agit de s'assurer qu'elles sont informées de leurs droits et qu'elles ont accès aux services et aux renseignements auxquels elles sont admissibles afin qu'elles puissent s'y retrouver au sein du système de justice pénale. Nous nous sommes surtout efforcés de sensibiliser les gens à l'importance pour les victimes de s'inscrire auprès du Service correctionnel du Canada ou de la Commission des libérations conditionnelles du Canada afin qu'elles puissent recevoir certains renseignements sur la personne qui leur a causé du tort. Vous pouvez lire la déclaration de l'ombudsman sur le gouvernement ouvert ici.

Événements : regard sur le passé et l'avenir



L'ombudsman a assisté à un déjeuner-causerie organisé par
Plaidoyer-Victimes, à Montréal. Elle y a présenté un exposé sur le rôle du
BOFVAC en plus de parler du lien entre la Déclaration canadienne des droits
et notre Bureau. Une diversité d'intervenants provinciaux et fédéraux du
système de justice pénale ainsi que des groupes de victimes ont participé à
l'événement. Le colloque fédéral national de la Semaine des victimes et
survivants d'actes criminels aura lieu à Fredericton durant la dernière semaine
de mai. Nous vous encourageons à vous inscrire et à vous joindre à nous!
L'ombudsman et le personnel du Bureau seront sur place. On se voit là-bas!